

Développements macroéconomiques récents

Depuis 2020, l'économie guinéenne a démontré sa résilience à la COVID-19. La croissance du PIB a été estimée à 4,3 % en 2021, soit un ralentissement par rapport aux 6,4 % de 2020, malgré les nouvelles mines de bauxite et les activités d'extraction d'or stimulées par des prix favorables et la consommation privée. L'inflation était de 12,5 % en 2021 en raison de l'augmentation des coûts du fret et du carburant, et de l'inflation des importations de biens de consommation. Les finances publiques se sont améliorées avec un déficit budgétaire de 2,3 % du PIB en 2021 contre 2,9 % en 2020, grâce à l'augmentation des recettes fiscales découlant de l'effet de la numérisation du système financier. La performance budgétaire a également bénéficié de la consolidation budgétaire et de la rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'investissement au cours du dernier trimestre de 2021. La dette publique s'est stabilisée à 43,3 % du PIB en 2021 (43,4 % en 2020), mais la Guinée présente toujours un risque modéré de surendettement.

Le déficit des comptes courants s'est considérablement réduit en 2021, passant de 13,7 % du PIB en 2020 à 4 %, en raison d'une réduction substantielle du déficit commercial. Le déficit du compte courant est financé par les IDE miniers. Les réserves de change couvrent 2,4 mois d'importations en 2021, soit une légère augmentation par rapport aux 2,2 mois de 2020. Le secteur bancaire est stable, et les créances douteuses sont en baisse. Le taux de pauvreté a chuté de 55,2 % en 2012 à 43,7 % en 2019, tandis que le chômage suit une courbe en cloche, passant de 3,8 % en 2012 à 5,2 % en 2014 pour retomber à 4,8 % en 2018.

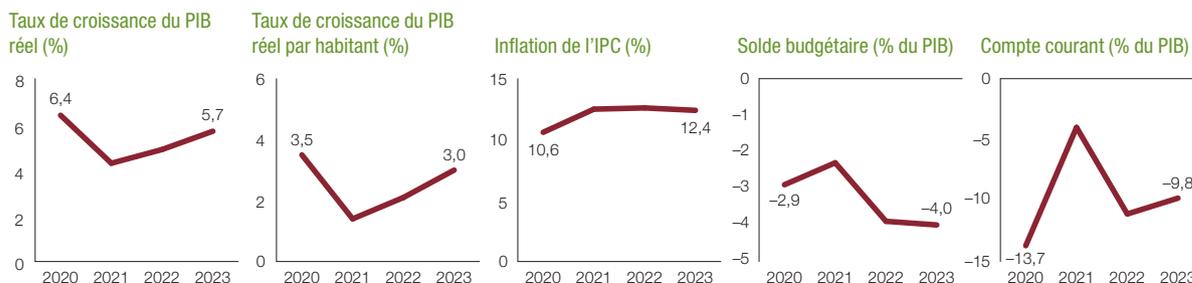
Perspectives et risques

La croissance du PIB devrait atteindre 4,9 % en 2022 et 5,7 % en 2023, stimulée par les projets miniers, la disponibilité de l'énergie et les investissements dans les infrastructures. L'inflation devrait rester au-dessus de la barre des 10 % avec un pic à 12,6 % en 2022 avant de baisser à 12,5 % en 2023, à mesure que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement s'atténuent. Un retour de la COVID-19 en 2022 pourrait faire baisser

l'activité des ménages et les revenus du secteur informel, entraînant une hausse de la pauvreté et du chômage. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 3,9 % du PIB en 2022 et 4,0 % en 2023, en raison des coûts supplémentaires liés aux prochaines élections. Le déficit de la balance courante devrait se creuser en 2022 à 11,1 % du PIB avant de baisser à 9,8 % du PIB en 2023, lorsque les paiements du service de la dette reprendront après le gel des paiements par le G20, le Club de Paris et le FMI en réponse à la COVID-19. Ce déficit devrait être financé par les IDE miniers ainsi que par des prêts et des dons. L'allocation de DTS d'environ 290 millions de dollars devrait favoriser une légère augmentation des réserves de change, à 2,5 mois d'importations en 2022–23 contre 2,4 mois en 2021.

Changement climatique et options de politiques publiques

La Guinée a de faibles capacités d'adaptation et de résilience au climat, et se classe 115^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Les activités agropastorales et de pêche, qui emploient 66 % de la population active, sont vulnérables aux variations climatiques. Malgré ses importantes ressources en eau, le pays est soumis à la variabilité spatiale et temporelle des précipitations annuelles, désormais inférieures à 6 à 9 mois dans les régions de Haute, Moyenne et Basse Guinée contre 9 à 10 mois en Guinée forestière. En 2016, le gouvernement a approuvé une CDN et met en œuvre des projets avec l'appui de partenaires et de fonds climatiques. La révision de la CDN pour la rendre conforme à l'Accord de Paris permettra de traduire les ambitions de la Guinée en politiques de développement à faible émission de carbone et résilientes au climat. Le coût du financement de la CDN d'ici 2030 est estimé à 33 milliards de dollars, dont 23 milliards proviennent des ressources propres de la Guinée, avec un besoin de financement de 10 milliards de dollars. La lenteur de la mise en œuvre des réformes relatives au changement climatique a retardé la réalisation probable de l'ODD 13 sur l'action climatique. La Guinée devrait renforcer sa capacité d'adaptation et de résilience au climat en intégrant les priorités environnementales dans sa planification stratégique et budgétaire.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.